

---

portes à un nombre toujours croissant de réfugiés de la région. L'an dernier, nous en avons accueilli 3 000, et il en sera de même cette année.

Pour ce qui est de la situation de la dette internationale, je suis très conscient des difficultés économiques auxquelles se heurte l'Amérique latine. Au Canada, nous avons suivi de près l'élaboration des politiques économiques du président Alfonsín, et je tiens à exprimer mon admiration devant les mesures courageuses qu'a prises le gouvernement argentin pour faire face à une situation économique qui constituerait un défi pour tout gouvernement élu. Ces mesures nous apportent la preuve qu'existe désormais dans votre pays le genre de direction que tous les amis de l'Argentine espéraient voir s'instaurer à l'avènement du président Alfonsín.

Monsieur le Ministre, vous présentez de façon fort éloquente les défis que pose au monde la situation de la dette. Je tiens à vous assurer que l'Argentine n'est pas seule dans sa lutte pour réaliser son avenir. Les conséquences de l'endettement international pour la région et pour l'économie mondiale préoccupent le Canada depuis 1982. Nous avons participé et continuerons de participer activement aux efforts multilatéraux déployés à cet égard, de manière à faire en sorte que soit adoptée une approche globale à la fois réaliste, souple et adaptée aux circonstances.

Je n'ai pas l'intention ce soir de remonter aux origines du problème, ni d'en attribuer le blâme à qui que ce soit. Nous portons tous notre part de responsabilité. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est persévérer dans notre coopération pour nous préparer un avenir plus encourageant.

Nous avons certes réalisé des progrès considérables dans la résolution des problèmes du service de la dette, en grande partie grâce aux courageux ajustements entrepris par les pays débiteurs, mais nous n'avons pas encore lieu d'être satisfaits. Le climat économique international est aujourd'hui moins favorable à la réalisation des efforts d'ajustement nécessaires. Dans le discours que vous avez prononcé aux Nations Unies la semaine dernière, comme au cours de nos entretiens à Ottawa, vous avez fait une très importante observation, à savoir qu'il est impossible de concevoir une situation stable dans laquelle l'austérité n'irait pas de pair avec la croissance, ou du moins avec un espoir de croissance. Le Canada entend travailler avec d'autres intervenants internationaux pour faire en sorte que cet espoir se concrétise.

À cette fin, il est essentiel que les gouvernements débiteurs et créanciers, les banques et les organismes internationaux intensifient leur coopération. L'approche au cas par cas demeure valable. Il faut que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale continuent de jouer un rôle clé pour le renforcement des flux financiers. La communauté internationale devra toutefois examiner des moyens de consolider cette approche.

En premier lieu, les pays industrialisés devront mener des politiques qui favorisent une croissance économique soutenue et un abaissement des taux d'intérêt. De l'avis du Canada, il serait également utile que les États-Unis réduisent encore leur budget. Quant aux autres pays industrialisés, ils devront agir dans la mesure de leurs moyens pour contrebalancer le ralentissement de l'économie américaine.

---